



Madame Le Procureur de
la République
TGI de NANTES
Quai François Mitterrand
44921 NANTES CEDEX 9

Nantes, le

Madame le Procureur,

Par la présente, je, soussigné(e) (NOM, Prénom) ai
l'honneur de vous faire part des éléments suivants ;

J'ai participé, le 22 février 2014, à la manifestation qui s'est déroulée dans les rues de NANTES contre le projet de construction de l'aéroport de Notre Dame des Landes.
Comme des milliers d'autres personnes ce jour là, j'ai pu démontrer mon opposition à ce projet et aux conséquences sociales, environnementales, qui en découleraient s'il devait être mis en oeuvre.

Comme des milliers d'autres personnes ce jour là, j'ai participé au cortège armé(e) de :

- mon courage
- mon tracteur
- ma carte de presse
- ma canne de berger
- autre

(cochez la/les case/s correspondante/s)

Comme des milliers d'autres personnes ce jour là, j'ai continué la manifestation après les sommations des policiers – que je n'ai pas entendues - d'avoir à quitter les lieux. J'ai refusé le chantage de la Préfecture.

Je n'ai par contre pas fait l'objet de poursuites devant le tribunal correctionnel de NANTES, à la différence de Simon, Enguerrand, Jordan, Grégoire, Philippe, Gaël, Gaby, et des dizaines d'autres qui ont été jugé(e)s, déclaré(e)s coupables sans preuves et parfois emprisonnés pour des faits similaires. Pour le port d'un bâton de berger ou d'un fumigène les magistrats ont prononcé des peines de prison ferme, nous sommes donc tou(te)s coupables.

Je m'interroge sur cette inégalité de traitement. Pourquoi y aurait-il des condamné(e)s pour l'exemple, puisqu'il semblerait que nous étions plus de 50 000 à participer à un attroupement armé le 22 février dernier dans la commune de Nantes ?

Par la présente je prends également acte que les policiers qui ont mutilé 3 personnes et blessé des dizaines d'autres lors de cette manifestation n'ont à ce jour pas été convoqués par vos services. Je me tiens à la disposition de votre Parquet.

Dans l'attente de la réception d'une convocation,

Je vous prie de croire, Madame le Procureur, en l'assurance de ma respectueuse considération.

*Nom, Prénom,
Signature*



A ENVOYER AVANT LE 15 NOVEMBRE À CETTE ADRESSE:

CANON À PAT'
51, RUE ALSACE LORRAINE
44 400 REZÉ

N.B.: NOUS CONSEILLONS AUX PERSONNES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE FICHEES OU RECHERCHEES SUITE AU 22 FEVRIER, OU AUTRE, D'ÉVITER DE SIGNER CETTE LETTRE.